

# SPORT, CULTURE PHYSIQUE ET FASCISME

Pour en finir avec le mythe du Front populaire

F a b r i c e   A u g e r

« Ouvrier, mon frère ouvrier  
Crois que ma parole est profonde  
Avant de dominer le monde  
Commence par te laver les pieds »<sup>1</sup>

**E**n juin 1936, l'arrivée au pouvoir du Front populaire redonne espoir aux couches sociales les plus défavorisées. Alors qu'en France se dessinent des perspectives révolutionnaires, la nouvelle classe dirigeante se fait le porte-parole des revendications populaires, tout en s'efforçant de neutraliser la montée du fascisme qui se développe en France depuis 1933-1934. Or, ce « Front » fut un fiasco total (tant économique, que politique et diplomatique), et s'avéra incapable d'éviter le second conflit mondial<sup>2</sup>. Pourtant, aujourd'hui encore, des hommes politiques, des écrivains, et même des historiens célèbrent ce mythe « fondateur » de l'histoire. Les grands acquis sociaux (congés payés, semaine de quarante heures, billets populaires, réforme de l'éducation, etc.) ne sauraient trahir la réalité réactionnaire des conceptions du loisir, de l'éducation de la jeunesse, du temps libre, du sport, et plus généralement de la santé physique, trop hâtivement présentée comme « progressiste ». Les discours du nouveau législateur (dont le but proclamé est un changement de mœurs dans la vie quotidienne) demandent à être analysés plus en profondeur afin de dégager la réelle signification des réformes instituées par le Front populaire, dans un contexte de lutte contre les forces fascistes nationales et internationales.

1 – Ces vers sont de Georges Ichok, médecin-conseiller de Jean Zay et du Docteur Dézarnaulds, respectivement Ministre de la Santé Publique et Sous-Secrétaire d'État à l'Éducation physique, in « L'assistante d'hygiène scolaire », *La Revue d'Hygiène et de Médecine Préventive*, volume 59, n° 2, février 1937.

2 – Trotsky a fort bien repéré les conséquences de ce cuisant échec. Fin 1938, évoquant la « défaite sans combat » de ce Front qu'il estime essentiellement défensif, il met en garde la classe politique mondiale contre les risques d'une victoire du fascisme en France et ailleurs « comme dénouement inéluctable ». Léon Trotsky, « L'heure de la décision approche » [18 décembre 1938], in Pierre Broué (textes présentés par), *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1967.

## « Régénérer la race » française

Lorsque le gouvernement du Front populaire prend la direction des affaires, les différents Ministères et Sous-Secrétariats d'État (Santé Publique, Éducation Nationale, Éducation Physique, Loisirs et Sports, Défense Nationale, etc.) s'engagent à coordonner leurs

actions pour favoriser les œuvres de santé publique par « *tous les moyens et dans toutes les couches de la population* ». Les représentants du parti radical-socialiste relayés par les socialistes-SFIO, avec la discrétion du Parti Communiste (PC), orchestrent l'ensemble des réformes sociales. Henri Sellier, membre éminent de la SFIO et Ministre de la Santé Publique dans le gouvernement, veut apporter une réponse aux effets « *de la généralisation de l'industrie* » et de l'automatisation du travail <sup>3</sup>. Il faut, selon lui, lutter contre la sédentarité des citoyens entassés dans les grands centres urbains, en tenant compte « *des nouvelles considérations économiques et sociales* » liées à la crise <sup>4</sup>. En ce domaine, le nouveau gouvernement n'a ainsi guère plus d'ambitions que le patronat paternaliste. La santé publique est essentiellement envisagée comme moyen d'adapter les travailleurs aux nouvelles conditions d'existence imposées par l'industrialisation et l'urbanisation, et de rendre moins pesant le système d'exploitation capitaliste. Dans ses déclarations publiques, le député SFIO Georges Barthélémy (rapporteur au Parlement sur toutes les questions de culture physique) souligne, de son côté, la nécessité de « *créer des espaces libres* » dans les grandes agglomérations pour enrayer par tous les moyens « *la dégénérescence physique et morale de la race* » française. Les responsables politiques insistent sur la nécessité de mettre en place une prévention sanitaire vigoureuse afin de lutter contre les « *désastres* » sociaux tels que l'alcoolisme, la tuberculose, la syphilis, la prostitution, etc., mais doit permettre également de « *combattre la dépopulation* » qui constitue l'« *un des plus graves fléaux de l'heure* », signe de « *notre décadence* » sur la scène internationale <sup>5</sup>.

Les chroniques de presse de l'époque, les revues et ouvrages plus spécialisés ainsi que les rapports parlementaires alertent de façon répétitive et emphatique l'opinion sur le besoin de « *grand air* » pour les populations « *exsangues* », vivant dans les « *quartiers aussi insalubres que restreints* » des grands centres urbains. Cette analyse en terme de délabrement physique et de « *dégénérescence* » dévoile tout un réseau de peurs diffuses envers une civilisation incontrôlable car en perpétuelle transformation (une crainte qui a été maintes fois formulée par les penseurs néo-traditionalistes de droite du XIXème siècle, comme Renan, Taine, Comte ou Le Play). Désormais le citoyen, le travailleur et le militaire vont devoir s'exercer physiquement pour assurer le « *redressement physique et moral de la nation* ».

Pour Jean Garchery, ce déclin national doit « *être examiné sous le double aspect de la natalité et de la mortalité* » <sup>6</sup>. Cet argument n'est pas nouveau, il s'inscrit dans la continuité des analyses des hommes politiques, des médecins et des hygiénistes du début de la Troisième République. On retrouve le vieux discours réactionnaire et malthusien, celui d'un peuple qui déshonore sa patrie

3 – Henri Sellier (1883-1943) quitte le Parti Communiste après la scission du Congrès de Tours en 1920 avec André Frossard, puis participe à la fondation de l'Union Socialiste-Communiste avant de rejoindre la SFIO. Il devient maire de Suresnes.

4 – Henri Sellier et René Hazemann, *Revue d'Hygiène et de Médecine Préventive*, n° 8, octobre 1936. René Hazemann était chef du cabinet technique de la santé publique et de l'éducation physique sous le Front populaire.

5 – Georges Barthélémy, *Journal Officiel*, Document Parlementaire Chambre (DPC), séance du 12 novembre 1936, annexe 1290. Député-Maire de Puteaux au début des années trente, il devient rapporteur du budget de l'Éducation physique de 1936 à 1938. Il est aussi membre du nouveau Conseil Supérieur des Sports créé en 1936. Homme se situant à droite du parti socialiste, anti-communiste, il est assassiné devant sa Mairie en juillet 1944 par des résistants communistes.

6 – Jean Garchery, *Journal Officiel*, DPC, discussion générale sur le budget de la Santé Publique, séance du 14 décembre 1936. Jean Garchery (1872-1957) milite au Parti Socialiste dès 1890 alors qu'il est employé. Successivement, il est conseiller municipal de Paris, membre du Comité Directeur du PC en 1921, du Conseil fédéral de la Seine en 1922, responsable de la Commission de Contrôle du PC en 1924, puis député. Il est exclu du PC en 1929 car il refuse la tactique « *classe contre classe* ». Il adhère alors au Parti Ouvrier et Paysan, puis au Parti d'Unité Proletarienne, avant d'entrer à la SFIO. En 1940, il vote les pleins pouvoirs à Pétain.

parce que sa jeunesse « *dégénère physiquement* », à l'image de ces réformés, inaptes au service militaire à cause de leur trop petite taille. Les gouvernements successifs de la Troisième République, de même que celui du Front populaire, s'inquiètent de l'affaiblissement de la France dans le concert international. Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, de nombreux hygiénistes et médecins étudient la dégradation de l'état de santé du citoyen français et proposent des structures sociales pour combattre ce désastre. En juin 1936, Georges Barthélémy reprend leurs arguments en se plaignant obstinément des « *déficiences* » de la jeunesse. Si les députés du Front populaire se réfèrent à des médecins alors connus, comme Frank Pierreville, Georges Ichok ou René Hazemann (tous fréquemment nommés dans les discours et les enquêtes parlementaires), ils citent aussi le Docteur Alexis Carrel (« *promoteur en France de l'hygiène sociale, de l'eugénisme et de l'extermination au gaz* »)<sup>7</sup> et son tristement célèbre ouvrage *L'homme, cet inconnu*. En 1941, le Maréchal Pétain confiera à ce théoricien de l'inégalité des races, soutenu par la droite et l'extrême droite française, la création et la direction à Paris de la Fondation Française pour l'étude des problèmes humains.

Le discours du Front populaire revêt dès lors une forme plus consensuelle : il s'agit de construire un peuple « *sain et fort* », de relancer la politique familiale par une procréation mieux contrôlée, et de rendre obligatoire la culture physique dans toutes les institutions éducatives afin notamment d'assurer la défense de la nation. De 1936 à 1938, les commissions de réflexion, les enquêtes parlementaires et les projets de loi vont se multiplier pour mener à bien ces réformes. Pour les députés, les « *lois sociales actuellement en vigueur (quarante heures, congés payés...)* nous font un devoir de hâter la réalisation de l'éducation physique populaire, devenue plus nécessaire que jamais », et de s'opposer en définitive à la « *déchéance progressive de la race* »<sup>8</sup>.

L'hygiène qui est prescrite ne vise pas uniquement à rétablir la santé physique du citoyen, elle cherche également à modifier les comportements sociaux, principalement ceux de la jeunesse. Pour le député SFIO Léon Martin, une nation « *a besoin d'être à qui l'éducation physique doit donner à la fois le perfectionnement physique et moral, et qu'il est facile de l'obtenir en créant une mystique de la santé* »<sup>9</sup>. Certes, si cette réflexion se situe dans l'imminence d'une guerre (constat alors partagé par l'ensemble de la communauté parlementaire), la perspective de réforme de la santé publique s'insère dans le cadre d'une revitalisation républicaine. Ce qui est avant tout prioritaire, c'est la campagne du Front populaire contre la « *stagnation démographique* » plutôt que la prise en compte des maladies dominantes, c'est la progression de la natalité plutôt que la liberté sexuelle de la femme, c'est la réhabilitation de « *l'hygiène morale et sociale de la nation* » plutôt que

7 – Pour mieux connaître l'idéologie réactionnaire de ce biologiste et chirurgien, qui, en 1938, appartiendra au Parti Populaire Français (le mouvement d'extrême droite de Jacques Doriot), se reporter au petit fascicule que lui ont consacré Lucien Bonnafé et Patrick Tort, *L'Homme cet inconnu ? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz*, Paris, Éditions Syllepse, 1992.

8 – Jean Garchery, *op. cit.* Dans les rapports parlementaires et dans la presse des années trente, le monde politique utilise souvent le concept de « *race* » qu'il emprunte aux hygiénistes. Les porte-parole du Front populaire l'associent à la défense de la nation (« *race française* »), au degré de civilisation de l'Europe occidentale (« *race civilisée* » ou « *européenne* » face à la « *race noire* » du continent africain...), avec, en arrière-plan, le sentiment d'une « *décadence* » de la civilisation européenne qu'il s'agit de freiner.

9 – Léon Martin, *Journal Officiel*, annexe 903, DPC, 2<sup>ème</sup> séance du 30 juillet 1936.

la santé physique élémentaire des travailleurs. Léon Martin, Georges Barthélémy, Jean Garchery, tout comme beaucoup d'autres élus, multiplient, dans ce sens, les appels au Parlement, avec la bénédiction de la droite et de l'extrême droite. Pour Jean Garchery, la santé et les exercices physiques « *tendent à un développement de toutes les qualités physiques de l'homme. C'est pour cela que la nation entière est intéressée à leur large extension. Elle l'est parce que des individus forts constituent des familles fortes, elle l'est enfin parce que la situation militaire l'exige* », à l'image des nouvelles institutions éducatives et sanitaires allemandes, inséparables de « *l'armement sanitaire de la nation* »<sup>10</sup>.

10 – Jean Garchery, *op. cit.* et *Journal Officiel*, DPC, 2ème séance du 19 décembre 1938.

11 – Députés de droite dans la Chambre « *Bleu horizon* » de 1919 à 1924, ils orchestrent les réformes d'éducation physique et de préparation militaire dès 1919. Henry Paté, par exemple, est Président de toutes les sociétés militaires d'éducation physique.

12 – Sur ce point toute la presse, de l'extrême-droite (avec *Action Française*), à la gauche du Parlement (Parti Communiste) entonne le même refrain. Voir *Le Populaire*, 10 février 1936 ; *L'Humanité*, 17 décembre 1936 ; *Action Française*, 24 novembre 1937 ; *Le Temps*, 6 décembre 1936. Ou encore, Georges Hébert, *Le Populaire*, 1er mars 1937, et A. Eyllias, *Sport* (hebdomadaire de la FSGT), 27 février 1937.

13 – Pierre Marie, adhérent de la SFIO, se spécialise sur les questions sportives dans *Le Populaire*. Il approuve le départ des socialistes de la FST en juillet 1923, suite à la décision du Congrès de Montreuil de s'affilier à L'Internationale Rouge du Sport (IRS). À partir de 1925, l'organisation réformiste associée à la Deuxième Internationale, devient l'USSGT dont il est nommé Secrétaire Général. Il rejoint en 1934 la FSGT, nouvelle structure unitaire du sport travailliste, avec la plupart de ses affiliés et participe au premier Cabinet de Léo Lagrange en 1936.

14 – Pierre Marie, *Le Populaire*, 2 novembre 1936.

15 – Cf. Pierre Marie, *Le Populaire*, 2 novembre 1936, 1 mars 1937 et Docteur René Bestieu, « Sur la réforme de l'Éducation Physique », *Le Populaire*, 30 mai 1938.

16 – *L'Humanité*, 21 septembre 1936 et 23 septembre 1936.

Les députés et les sénateurs du Front populaire n'évoquent jamais la nécessité d'une formation physique pour une jeunesse « *socialiste* » ou « *communiste* ». Bien au contraire, s'ils cherchent à l'imposer c'est essentiellement au regard d'exigences militaires et impérialistes, dans la continuité idéologique et revancharde des Henri Paté et Adolphe Chéron<sup>11</sup>, dans le cadre de la politique du *Bloc National* entre 1919 et 1924. Les observations dans la presse sur l'indisponibilité de l'effectif militaire et les faiblesses de potentiel physique du contingent se multiplient. Les conseils de révision font état d'une proportion trop importante d'ajournés et d'exemptés par rapport aux hommes reconnus aptes au service armé. Aussi, les journalistes spécialisés et les hommes politiques du Front populaire en déduisent que la jeunesse allemande est mieux préparée aux échéances internationales<sup>12</sup>.

Pierre Marie<sup>13</sup>, le journaliste le plus en vue sur les questions d'éducation physique, pressenti momentanément au Sous-Secrétariat d'État à l'Éducation Physique, exige du gouvernement une « *éducation physique obligatoire* » pour la jeunesse française conformément aux exigences « *sanitaires et militaires* ». Selon lui, l'état physique de la jeunesse française est totalement délabré : « *Sur dix jeunes gens, la moitié sont des tarés, des malingres, des insuffisants physiques. Le reste n'est pas composé d'hommes suffisamment forts* ». Pour justifier sa démarche, il cite Caton l'Ancien soulignant que détruire Carthage fut une nécessité pour asseoir l'Empire romain : « *Delenga Cathargo est* »<sup>14</sup>. Dans ce cadre militaro-impérialiste, notre conseiller ministériel met l'accent sur la préparation militaire élémentaire comme base à la préparation militaire supérieure de l'armée, ces deux institutions tant souhaitées au début des années vingt, par Henri Paté et les idéologues du *Bloc National*. Dans le cas contraire, « *on entendra le pas du barbare qui s'approche* »<sup>15</sup>. Les mêmes résolutions peuvent être lues dans les colonnes de *L'Humanité* où Jean Guimier et André Deschamps n'hésitent pas à développer l'idée d'une éducation physique « *pré-militaire* » obligatoire, pour mieux « *garantir la sécurité et l'avenir du pays* »<sup>16</sup>.

## Des modèles totalitaires comme exemples

La fascination de certains porte-parole du Front populaire pour les institutions totalitaires illustre toute l'ambiguïté d'un discours prétendant lutter contre le fascisme. Un analyste un tant soit peu vigilant ne peut manquer d'observer qu'au lendemain des Jeux olympiques de Berlin (1936), la plupart des députés du Front populaire, Georges Barthélémy en tête, se réfèrent à la supériorité allemande pour justifier le développement d'une politique d'éducation physique et des sports destinée à la jeunesse française : « *Dans tous les pays d'Europe – démocraties ou dictatures – nous avons constaté un grand effort en faveur de la vie sportive et du plein air. [...] L'étranger nous a, sur ce point, dépassé* ». Il est vrai que les derniers Jeux olympiques suscitent quelques réactions dans le monde politique français parce que les résultats allemands, italiens et japonais ont établi la vitalité de leurs institutions éducatives. Les pouvoirs publics français prennent alors conscience du retard accumulé en matière d'éducation physique et des sports. « *L'infériorité de la France n'est que trop connue* », réplique encore Georges Barthélémy. Pour réaliser l'ensemble des réformes, le nouveau Ministère de la Santé Publique lance une série d'enquêtes à partir des deux exemples allemands et italiens et constate le dynamisme de leurs institutions. La « *Kraft Durch Freude* » nazie et le « *Dopolavoro* » fasciste mettent « *au premier rang de leurs préoccupations les questions d'hygiène et des sports* » en vue de l'amélioration de la santé physique de leurs concitoyens. Le système de culture physique du Troisième Reich conçu pour la jeunesse et le monde ouvrier devient la référence incontournable du législateur français. « *À l'exemple de l'Allemagne, il faut prévoir des délégués dans chaque usine, dans chaque ville, dans chaque région. Grâce à cette organisation hiérarchisée, il sera possible d'entreprendre des réalisations pratiques d'envergure* » et procurer dans tous les domaines « *de saines distractions aux ouvriers et à la jeunesse* »<sup>17</sup>. Si le nouveau législateur exige un État fort et

17 – Georges Barthélémy, *op. cit.*, annexe 1290.



la création d'institutions structurées à la dimension de l'État allemand, c'est qu'il est obsédé par le désir de soumettre la jeunesse et le monde ouvrier à une culture physique roborative, pour mieux les assujettir à un ordre social.

Lors de ses interventions à l'Assemblée, Louis de Chappedelaine, député radical-socialiste, insiste sur la pertinence des mesures sociales prises en Allemagne pour relancer la natalité, et ce malgré le contexte de crise économique. Alfred Rauzy, homme de gauche, mandaté en 1931 par le Ministère de la Santé Publique, réalise une série d'enquêtes sur ces questions, il montre qu'en Italie la natalité augmente grâce aux primes de naissance et de mariage. Alexandre Roubakine et Georges Ichok, médecins régulièrement cités par les députés SFIO, font les mêmes remarques à propos des différents moyens utilisés en URSS par le pouvoir stalinien. Selon eux, le nouveau plan quinquennal a relancé la natalité grâce à des mesures telles que la suppression légale de l'avortement, les primes pour la femme au foyer, la répression de ceux qui transmettent les maladies vénériennes, et autres décisions « *progressistes* » prises pour repeupler la nation soviétique<sup>18</sup>.

18 – Cf. Alexandre Roubakine et Georges Ichok, « L'accroissement naturel de la population en URSS », *La Revue d'Hygiène et de Médecine Préventive*, n° 10, décembre 1937.

Les institutions allemandes et italiennes du loisir ouvrier séduisent tout particulièrement les députés du Front populaire. Dans les projets de loi pour l'exercice 1937 et 1938, des pages entières sont consacrées à ces modèles, les autres pays n'étant qu'à peine mentionnés. Presque rien n'est ainsi dit du modèle anglo-saxon. De leur côté, Georges Barthélémy et ses collaborateurs reprennent, non sans fascination, ces deux exemples, parce que les loisirs du travailleur facilitent « *l'amélioration des rapports entre le capital et le travail, donc l'élimination de la lutte des classes* »<sup>19</sup>. Cette idée d'un loisir stabilisateur des rapports sociaux est fréquemment reprise par le gouvernement du Front populaire, lequel, après avoir proclamé l'urgence d'une « *pause* » dans les réformes économiques et sociales, s'associe pleinement au projet politique des hommes du Parti Radical, avec à la clé, la haine de la révolution.

19 – Georges Barthélémy, *op. cit.*, annexe 1290.

De même, lorsque Georges Barthélémy envisage les réformes des institutions éducatives, il informe le Parlement, enquêtes à l'appui, que les jeunes allemands consacrent chaque semaine une journée entière à la vie de plein air, et qu'en Italie, la jeunesse s'initie, dès le premier âge, à la pratique des sports dans des organisations paramilitaires. Si les élus du Front populaire critiquent parfois la politique éducative allemande, mettant en cause « *certains excès* » de leur propagande, notamment « *un nationalisme exacerbé* » dans l'éducation de la jeunesse, Georges Barthélémy, Léon Martin et Henri Sellier n'en tiennent pas moins un discours très clair sur la nécessité d'une éducation physique hygiénique pour toutes les couches de la population, pré-militaire, obligatoire à l'école, à l'image du modèle d'outre-Rhin ou Transalpin.

## Le Front populaire en actes

Malgré la conjoncture économique internationale défavorable de la fin des années trente, le gouvernement du Front populaire multiplie les initiatives pour favoriser les activités de pleine nature, les camps de vacances, les journées de plein air, ou encore les séjours dans les auberges de jeunesse comme s'il voulait exhumer ce monde rural de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Évoquant l'ère nouvelle de « *l'industrialisme* » et du capitalisme, la cure d'air chère aux hygiénistes permet de fuir l'univers malsain des villes.

À la manière du législateur de droite de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les élus du Front populaire entreprennent les réformes de l'enseignement entre 1936 et 1938. Les arrêtés du 22 mai 1937 et du 6 août 1937 prévoient ainsi, à titre expérimental, trois heures hebdomadaires de culture physique dans les écoles primaires et une demi-journée de plein air dans les lycées et les collèges. C'est dans cette même optique hygiénique que les députés consentent à promouvoir les congés payés et la semaine de quarante heures. Il s'agit de « *faciliter aux adultes le séjour à la campagne pour introduire les exercices physiques et les habitudes d'hygiène élémentaires* », alors que le sport s'avère « *le meilleur antidote contre les tentations malsaines* » de la ville. Garants de l'hygiène publique, les élus revendiquent une utilisation rationnelle du temps de loisir qui permette aux travailleurs de reconstituer leur force de travail et leur « *capital physique* »<sup>20</sup> dans le cadre d'un contrôle social à la fois plus sûr et plus discret.

Poursuivant les mêmes ambitions, le Ministère de la Santé Publique institutionnalise le contrôle médical dans les écoles grâce à un corps de médecins ayant pour tâche le « *dépistage de la moindre tare héréditaire ou acquise, et la moindre déficience physique ou morale* ». Ceux-ci doivent agir en tant que « *cliniciens avertis, hygiénistes, psychologues et pédagogues* », et proposer des gammes de gymnastique pour les élèves qui, par exemple, « *travaillent la tête courbe sans jamais la redresser* »<sup>21</sup>. Les élus du Front populaire n'innovent pas dans ce domaine. Si la volonté de changement apparaît dans certains textes et discours de députés, les pratiques proposées demeurent d'un grand classicisme, et sont équivoques, dans la mesure où elles sont issues pour l'essentiel d'une longue tradition gymnique et positiviste. Conformément à une conception dualiste, celle d'un esprit sain dans un corps sain, le corps doit se soumettre aux exigences de la volonté de l'institution et de l'État<sup>22</sup>. Les gymnastiques, mais aussi les sports pratiqués dans une ambiance *self-made*, ou encore la gymnastique « *utilitaire et naturelle* » ne sont plus les moyens « *d'épanouissement individuel* » tant annoncés par la gauche française, mais constituent bien une référence conforme aux visées eugénistes, militaires et nationalistes des droites du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>23</sup>.

20 – *Journal Officiel*, DPC, séance du 9 juillet 1936, annexe 617.

21 – *Journal Officiel*, DPC, séance du 7 juillet 1937, annexe 2850.

22 – Cf. Frédéric Baillette, « Figures de l'âme et anatomie politique du corps », *Galaxie Anthropologique*, n° 1 (« Transversalités »), avril 1992, p. 48-56.

23 – Cf. Pierre Guillaume, « L'hygiène et le corps », in Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *Histoire des Droites en France*, tome 3, Paris, Gallimard, 1992, p. 516.

En dépit des vives critiques adressées en 1938 par Léon Martin contre les « *gymnastique surannées* », et bien que Georges Barthélemy surenchérisse alors en blâmant les modèles gymniques et « *orthopédiques* » insipides, il ne modifie jamais, avec ses collaborateurs, cette situation. Les faits montrent qu'ils perpétuent même ces pratiques traditionnelles. « *L'expérience Dézarnaulds* » les impose même dans la demi-heure quotidienne de culture physique récemment instituée à l'école primaire. En outre, dès juin 1936, le projet entend diffuser la culture physique dans les milieux populaires sur la base des « *exercices rationnels* », tels ceux que doivent pratiquer « *en chambre* » les moins aptes<sup>24</sup>. Enfin, Émile Perrin, député SFIO de la Nièvre et membre du gouvernement, propose en avril 1937 un nouveau plan national de rénovation physique en réorganisant la formation des maîtres en vue de leur enseignement. Il précise que « *les instituteurs ou enseignants spécialisés devront tous trouver ou s'inspirer des méthodes correctives qui conviennent à tous les milieux* »<sup>25</sup>. La presse du Front populaire, obsédée par l'urgence d'une éducation de la « *loi de l'effort* », de « *l'obéissance et de la discipline* », encourage quotidiennement ce point de vue. *Le Populaire*, *L'Humanité* et *L'Œuvre* ne cessent de multiplier les références « *aux grands maîtres de l'éducation physique* » du début du siècle, comme Georges Demeny, Maurice Boigey, Philippe Tissier, etc. Elle souligne l'intérêt du rôle « *médical et prescriptif de l'instituteur* » qui doit sanctionner par des notes la qualité des « *attitudes* » de l'élève<sup>26</sup>.

En définitive, les responsables politiques du Front populaire ne prennent aucun risque politique. L'ensemble de ces méthodes est légitimé par les nouveaux programmes scolaires. Au budget de l'éducation physique pour l'exercice de 1937, le chapitre 83 prévoit la réédition du « *Règlement Général d'Éducation Physique* », élaboré en 1919 par la Chambre « *Bleu horizon* » – sa première édition date de 1925. On y définit l'utilisation des procédés gymniques et correctifs dans diverses séquences de culture physique<sup>27</sup>. Quant aux réformes proposées par Pierre Dézarnaulds, elles s'appuient, elles aussi, sur les artisans de l'éducation physique alors les plus en vue : Georges Hébert et Ernest Loisel (directeur de l'École Normale d'Éducation Physique – ENEP) qui préconisent un « *retour à la nature* » pour lutter efficacement contre les « *déficiences physiques et morales* » de la jeunesse urbaine<sup>28</sup>. Dans le même temps, Pierre Dézarnaulds insiste, avec l'appui des autorités publiques compétentes, sur la fiabilité de sa méthode d'éducation physique, et exige que les instituteurs la mettent en œuvre dans le cadre de la demi-journée de plein air. La méthode naturelle doit constituer désormais « *l'essentiel de la Méthode française* »<sup>29</sup>.

24 – Léon Martin, *Journal Officiel*, DPC, annexe 3794, séance du 10 mars 1938 ; *op. cit.*, annexe 2850 et 617. Ces pratiques hygiéniques « *de chambre* » remontent aux années 1830-1840 sous l'influence des médecins allemands.

25 – Émile Perrin, *Journal Officiel*, DPC, annexe 2249, séance du 27 avril 1937.

26 – Cf. *Le Populaire*, 17 août 1936, 4 novembre 1937, 8 novembre 1937 et 4 avril 1938. Maurice Baquet (membre du PC et enseignant à l'École Normale d'Éducation Physique) consacre une série d'articles sur ces gymnastiques dans l'hebdomadaire *Sport* de la FSGT, 8 décembre 1937, 19 janvier 1938 et dans *L'Humanité*, 12 juillet 1936, 6 août 1936 et 1er novembre 1937.

27 – *Journal Officiel*, annexe 1290, *op. cit.*

28 – Dans sa thèse Marcel Spivak souligne l'attrait d'Hébert pour le système de culture physique nazi. Dans sa verve antiparlementaire, il ne cesse de réitérer ses appels en faveur de l'imitation des institutions d'outre-Rhin. Cf. *La France Militaire*, 19 juillet 1935, cité par Marcel Spivak, *Éducation physique, Sport et nationalisme en France du Second Empire au Front populaire : un aspect original de la défense nationale*, sous la direction de Jean-Baptiste Duroselle, Université Paris I, 1983.

29 – Pierre Marie, *Le Populaire*, 4 novembre 1937. Gilbert Andrieu développe cet aspect dans « *Vie et mort du BSP* », in Gilbert Andrieu (sous la direction de), *Le Brevet sportif populaire et la politique du Front populaire en faveur des sports et des loisirs*, Paris, Éditions du Laboratoire d'Histoire du Sport, UFRAPS, Paris X, 1987, p. 63.



## L'armement sportif du Front populaire

En 1936, au lendemain des Jeux olympiques de Berlin, les résultats sportifs font l'objet d'innombrables commentaires au sein du gouvernement et dans la presse. La progression de l'Allemagne (première) et de l'Italie (quatrième) interpelle les élus. Georges Barthélémy entend s'inspirer de ces exemples pour promouvoir le sport en France parce que « *l'office allemand attache moins d'importance aux records et aux performances qu'à l'équilibre physique et moral de l'individu* ». D'après lui, l'institution italienne du « *Dopolavoro* » ne recherche nullement « *la création de champions, mais s'efforce d'élever la masse physiquement et moralement* »<sup>30</sup>. Pourtant, ceux-ci ne se désintéressent pas pour autant de la pratique de haute compétition. Dans le contexte sportif international, le « *retard français* » incite le gouvernement du Front populaire à agir au plus vite : plein air dans les écoles, brevet sportif populaire pour tous les jeunes gens, éducation physique scolaire, postscolaire et universitaire, diffusion des sports à l'armée sont considérés comme autant d'accès au sport de compétition. En 1936, le nouveau gouvernement tente de généraliser les luttes sportives dans le monde militaire. Chaque corps d'armée se voit obligé de constituer au moins une équipe de basket-ball, de football et de rugby<sup>31</sup>. Le projet est clair, un irrésistible mouvement doit diriger le peuple et prioritairement la jeunesse vers le stade. Il faut créer une dynamique sportive dans chaque établissement scolaire, former des équipes (par classe et par établissement), encourager les confrontations, enfin, il faut tendre à l'obligation scolaire de l'éducation physique<sup>32</sup>. À l'image des gouvernements précédents, les nouveaux élus tiennent un double discours, admettant à la fois la nécessité de la préparation de champions de classe internationale « *autant que la recherche d'une masse de sujets sains physiquement* »<sup>33</sup>. Quelquefois, les élus du Front populaire tiennent des propos en apparence plus humanistes, ils récusent par voie de presse la compétition sportive et ses spectacles, et mettent en garde contre certains « *excès* » (comme l'avaient déjà fait Pierre de Coubertin, ou encore Georges Hébert). Mais la préparation sportive doit avant tout créer les conditions d'un homme plus endurant par l'abnégation et le sacrifice, le sang-froid, l'ordre et la discipline qu'il met en œuvre, autant de « *qualités physiques et morales* » nécessaires aux jeunes pour se « *débrouiller* » dans toutes les circonstances de la vie<sup>34</sup>.

Dans son fameux discours du 9 octobre 1936, Léo Lagrange annonce la création d'un Conseil Supérieur des Sports, à l'image « *des grands États modernes* » qui attribuent une grande place aux sports pour toutes les couches de la population<sup>35</sup>. Le PC, la SFIO, le Parti radical-socialiste et la FSGT ne cessent pas de

30 – Georges Barthélémy, *op. cit.*, annexe 1290.

31 – *Ibidem*, annexe 2850 et 1290.

32 – *Journal Officiel*, DPC, annexe 903, 2ème séance du 30 juillet 1936.

33 – Charles Lafforgues, *Le Populaire*, 23 novembre 1936.

34 – Georges Barthélémy, *op. cit.*, annexe 1290.

35 – La revue de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (*Sport*) rapporte les grands axes des projets de Léo Lagrange dans son numéro du 24 novembre 1936.

36 – La FSGT est l'organisation sportive des travailleurs née de la fusion de l'USSGT (IIème Internationale Socialiste) et de la FST (IIIème Internationale Communiste) le 19 décembre 1934. Elle anticipe la création du Front populaire.

37 – Gaston Bridoux, *Sport*, 20 février 1937.

38 – Cf. Alain Ehrenberg, « *Note sur le sport rouge (1910-1936)* », *Recherches*, n° 43 (« Aimez-vous les stades ? Les origines historiques des politiques sportives en France (1870-1930) »), avril 1980, p. 75-81.

39 – *Sport*, 10 juin 1936. Cité par Alain Ehrenberg, *op. cit.*, p. 81.

40 – Lettre de *Coubertin au Baron de Blonay* (délégué suisse du CIO), 7 août 1919, archives du CIO.

41 – Hans Joachim Teichler, « *Coubertin und das Dritte Reich* », 1992.

42 – Marcel Spivak, *op. cit.*

43 – *Le Sport Ouvrier*, 9 juin 1924.

lui faire écho, tout en réaffirmant l'importance de la compétition sportive pour l'éducation de la jeunesse. La Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT)<sup>36</sup> a, on le sait, largement influencé les réformes du moment. Si les sports de compétition « *sont pour la jeunesse le complément de la culture physique* »<sup>37</sup>, ils ont aussi l'avantage d'attirer les jeunes vers les stades. De ce point de vue, Alain Ehrenberg dans sa « *Note sur le sport rouge* » a bien souligné le virage à droite de la FSGT à partir de 1934, laquelle tente de s'immiscer au sein du Comité National des Sports (CNS), institution officielle reconnue par les plus hautes instances de l'État, qu'elle avait toujours combattue politiquement jusque-là. D'après lui, la reconnaissance des « *thèmes chers au mouvement sportif et gymnique traditionnel* »<sup>38</sup>, comme le ralliement à l'olympisme et à la neutralité du sport, traduisent effectivement son changement de doctrine. D'un côté, elle exige du gouvernement la participation française à l'olympiade ouvrière de Barcelone, mais dans le même temps, elle en appelle à l'humanisme du rénovateur des Jeux olympiques : « *À Barcelone, iront tous ceux qui veulent que soit réalisée un jour l'idée de Pierre de Coubertin : l'esprit olympique* »<sup>39</sup>. Faut-il rappeler que Coubertin condamne radicalement la contre-olympiade de Barcelone et qu'il milite fermement pour le maintien des Jeux à Berlin ? Faut-il rappeler aussi qu'il se définit lui-même comme un « *colonial fanatique* », un « *réactionnaire* »<sup>40</sup> ? Un article récent de Hans Joachim Teichler met en évidence non seulement les sympathies mais aussi les complicités étroites de Coubertin avec de hauts dignitaires nazis en vue de la préparation de l'olympiade de 1936<sup>41</sup>. Marcel Spivak souligne les « *multiples références à Pierre de Coubertin* » des élus du Front populaire, qui ne cessent de s'ériger « *en directeurs de la moralité publique* ». « *Il serait tentant, dit Spivak, d'en inférer que le Front populaire et donc la gauche française repousse en bloc le nationalisme et ses déviations bellicistes* »<sup>42</sup>. Il s'agit d'une prise de position dictée par des convictions politiques tout autant que par tradition culturelle. Finalement, le Parlement français vote massivement les crédits en faveur de la participation française aux Jeux de Berlin. Une seule voix s'y oppose, celle de Pierre Mendès-France.

Au début des années vingt, la Fédération Sportive du Travail, ralliée à la Troisième Internationale et à l'Internationale Rouge du Sport (IRS), dénonçait systématiquement les enjeux idéologiques du « *sport bourgeois* » et considérait alors les Jeux olympiques comme « *une force déguisée de la contre-révolution et du fascisme* »<sup>43</sup>. Sous le Front populaire, la FSGT a incontestablement modifié le contenu de ses revendications, puisqu'elle va même jusqu'à se déclarer prête à défendre les intérêts de la classe ouvrière au nom de la Charte olympique.

À partir de 1936, le gouvernement entreprend « *un premier et sérieux effort* » en élaborant un programme « *de grands travaux* »

avec l'aide des collectivités locales. Soixante-huit millions de francs sont engagés, dès novembre 1936, pour la réalisation de « 253 projets de stades municipaux, piscines ou terrains de jeu ». Pour « la première fois dans notre pays, un effort important est fait pour assurer l'outillage sportif du territoire »<sup>44</sup>. Un budget de 27 millions de francs est prévu pour l'application de l'expérience Dézarnaulds dans les écoles primaires. En 1936, le budget de l'État alloue une aide sensible pour l'ouverture des chantiers sportifs dans 96 villes, en sortent 62 grands stades et 39 bassins municipaux, 22 gymnases, 15 pistes d'athlétisme, enfin 4 stations populaires de sports d'hiver<sup>45</sup>. Le peuple et la jeunesse peuvent désormais s'adonner aux bienfaits du sport. Mais peut-on parler, comme le fait Pierre Guillaume, « de dimensions nouvelles » et de « nouvelles finalités aux activités physiques et sportives »<sup>46</sup> avec l'arrivée du Front populaire au pouvoir ? Rien n'est moins sûr. En revanche, comme le note Marcel Spivak, la longue série des mesures prises dans cette période s'inscrit, au contraire, dans la continuité historique des conceptions des droites parlementaires de la Troisième République. En matière de santé publique, l'originalité du gouvernement apparaît bien dans l'application partielle des projets d'antan, et on peut parler, semble-t-il, d'une véritable union sacrée en ce domaine.

44 – Jean Garchery, *Journal Officiel*, DPC, séance du 14 décembre 1936.

45 – Cf. *Loisirs et Sports*, n° 91, mars 1980, p. 23.

46 – Pierre Guillaume, *op. cit.*, p. 523.

## Les responsabilités idéologiques du Front populaire face à la montée du fascisme

En définitive, les grandes déclarations publiques du gouvernement doivent être appréciées à leur juste valeur. Celui-ci entreprend des réformes qui finissent par établir un large consensus dans le monde politique, éducatif et médical. Naguère, Antoine Prost observait que « le concept déjà ancien de race – tant utilisé par la droite – ne disparaît pas de leurs discours [...]. Et le Front populaire est tenté d'assumer et de reprendre à son compte certaines valeurs défendues par la droite. »<sup>47</sup> Henri Florenville, dans *L'Écho de Paris*, ce grand journal de la droite conservatrice habituellement très hostile à la gauche, applaudit la création du brevet sportif populaire, l'expérience Dézarnaulds dans les écoles primaires et l'ensemble des réformes qui, selon lui, permettent au « sport français de retrouver sa place dans les grandes compétitions internationales ». Jean Bouthier dans le même journal, dont on connaît la fascination pour l'organisation du sport nazi, reconnaît l'opportunité des actions du nouveau gouvernement<sup>48</sup>. Le journaliste d'extrême droite, Lucien Dubech, dans sa « chronique du sport » à *Action Française*, est « obligé de convenir qu'ils font quelque chose alors que les autres [les partis de droite traditionnels] n'avaient rien fait » Il conclut en donnant sa préférence à Blum plutôt qu'à Flandin<sup>49</sup>. Tout au long

47 – Antoine Prost, *Histoire du Peuple français*, La Nouvelle Librairie de France, 1931-1947, p. 409.

48 – *L'Écho de Paris*, Jean Bouthier, 13 mai 1937 et Henri de Florenville, 16 septembre 1937. Ce journal sous l'influence d'Henri de Kerillis entretint d'excellents rapports avec le Colonel de la Rocque, ainsi qu'avec Franco durant la guerre d'Espagne.

49 – Lucien Dubech, « La chronique du sport », *Action Française*, 16 décembre 1936 et 7 avril 1937.

de cette législature, les interventions de Georges Barthélémy rassurent les oppositions. Les documents parlementaires soulignent à diverses reprises les applaudissements « *unanimes de tous côtés* » sur les bancs de l'Assemblée <sup>50</sup>. La politique de santé publique d'Henri Sellier et de Léo Lagrange ne s'inscrit pas en rupture de celle de droite du Bloc National, au lendemain de la Première guerre. Si cette politique s'avère volontariste (les réalisations en témoignent), elle n'en demeure pas moins étrangement nébuleuse : néo-traditionnelle dans sa forme et ses contenus, elle est nationaliste et eugéniste dans sa nature. De 1936 à 1938, les militaires contrôlent toujours la culture physique dans les nouvelles administrations. Les services régionaux et départementaux comptent 835 personnes, parmi lesquelles 156 civils, 394 sous-officiers moniteurs et 148 maîtres d'armes issus des corps d'armée <sup>51</sup>. Cela au moment où les journalistes du *Populaire* se réfèrent continuellement aux Docteurs Maurice Boigey, Georges Demeny ou Alexis Carrel (hommes pour le moins fascisants, dont on connaît les délires axiologiques et leurs incessantes revendications d'ordre social).

Si le Front populaire échoue dans sa tentative d'en finir avec le fascisme c'est que ses réformes s'inscrivent de toute évidence dans un cadre idéologique pré-fasciste.

## Comment vaincre le fascisme ?

Les intellectuels qui mythifient les réalisations du Front populaire ne peuvent omettre qu'il fut l'un des plus grands échecs de l'histoire de la lutte contre la barbarie. Il faut être d'une grande vigilance à l'égard de ce mythe et des « scientifiques » qui font table rase des pratiques d'hygiène réellement instituées en les décontextualisant. Peut-on voir dès lors dans « *l'attention portée aux loisirs, à la santé, à l'enfance... une marque caractéristique de cet esprit du Front populaire* », comme le prétend Serge Bernstein ?

<sup>52</sup> Antoine Prost fait remarquer que le Front populaire a dû assumer et reprendre à son compte certaines des valeurs défendues par la

50 – Par exemple, les séances à la Chambre des Députés du 14 décembre 1936 et du 3 décembre 1937, *Journal Officiel*, DPC.

51 – Cf. Marcel Spivak, *op. cit.*, p. 11.

52 – Serge Bernstein, *La France des Années 30*, Paris, Armand Colin, 1988, p. 124.

droite<sup>53</sup> ; mais on peut alors y ajouter aussi, sans risque, celles de l'extrême droite. Dès la fin de l'année 1936, Emmanuel Temple, homme le plus en vue de la droite parlementaire sur ces questions, n'hésite pas à donner « *la palme aux projets accomplis* », alors que Guy Amédée, député de la SFIO, rappelle lors d'une intervention à l'Assemblée que « *de l'extrême droite à l'extrême gauche, il est possible de s'entendre* » dans l'intérêt de la « *race française* ». En définitive, les « *repopulateurs* » du Front populaire refusent non seulement de condamner l'ordre social existant, mais préfèrent relancer la natalité par des primes et envoyer des athlètes français à Berlin.

Comment colporter l'idée que le débat public, selon l'hypothèse de Pierre Guillaume, « *prend des dimensions nouvelles en 1936 avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire* » ? De quelles dimensions parle-t-on ? Dans quelles mesures le Front populaire tente-t-il de « *réconcilier l'homme moderne tant avec son propre corps qu'avec la nature* » ?<sup>54</sup>

Autant de phrases creuses qui tronquent les pratiques sociales de leurs archaïsmes issus de l'hébertisme, du naturisme et du scoutisme, des gymnastiques et du sport... Bien sûr, l'idée d'un loisir « *régulateur* » des rapports sociaux traverse la pensée de toute la classe politique. Il y a là un véritable consensus national. Lucien Dubech commente la politique du Front populaire dans les colonnes d'*Action Française* en soulignant qu'on n'« *a jamais rien vu d'aussi beau depuis que la terre tourne* »<sup>55</sup>.

Dans ce contexte, Trotsky a fort bien analysé les enjeux politiques de cette « *révolution manquée* » : « *Au second tour du scrutin, certes, en retirant leurs candidatures en faveur des bourgeois les radicaux, socialistes et communistes ont plus profondément altéré la volonté politique des travailleurs de la France* »<sup>56</sup>. En effet, quel modèle de société le Front populaire propose-t-il réellement ? Quelle est la nature de son État, de son droit, de son idéologie ? « *La bourgeoisie, dit Trotsky, opère par abstraction (nation, patrie, démocratie) pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa*

53 – Cf. Antoine Prost, *op. cit.*, p. 409.

54 – Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *op. cit.*, p. 524.

55 – *Action Française*, 16 décembre 1936 et 24 novembre 1937.

56 – Léon Trotsky, « La France à un tournant » [mars 1936], in Pierre Broué, *op. cit.*, p. 556.



*domination* »<sup>57</sup>. Comment lutter contre le fascisme sur un terrain préparé d'avance en sa faveur ?

Au soir de sa vie, le Front populaire ne prend pas de risques politiques, et cela à tous les échelons de la vie politique et sociale. À Toulouse, en mars 1936, le Congrès d'unification entre la CGT et la CGTU fut à cet égard révélateur de ce refus chronique de proposer des réformes. Le « *communiste* » Racamond pose ouvertement la question selon une formule digne de passer à la postérité : « *Comment vaincre la timidité du Parti Radical ?* ». Cette question lapidaire en dit long sur la nature des réformes entreprises par le Front populaire dans leur ensemble.

Au reste, en matière d'institutions sociales, d'hygiène, de santé publique, de loisirs et de sports, son action est encore plus compromettante. Diffusant de façon sournoise toutes les pratiques revanchardes, guerrières et nationalistes, il légifère en faveur de leur consolidation. Les forces de gauche ont payé très cher l'autorisation accordée aux athlètes français de participer aux Jeux olympiques de Berlin : Munich et la guerre. Aussi, la mémoire collective ne peut oublier le ralliement d'hommes de gauche au gouvernement de Pétain et au fascisme. Il eût bien fallu des collusions idéologiques. Sa politique de santé publique contribue *dans les faits* à la diffusion des idées fascistes. Par son incapacité à résoudre la crise économique, diplomatique, militaire et intérieure, par l'institutionnalisation de ces « *appareils cuirassés de coercition* » (Gramsci), le Front populaire a renforcé les positions des partis de droite et d'extrême droite. Il échoue donc tout « naturellement » dans son entreprise de lutte contre le fascisme. Léon Blum avait pourtant bien énoncé l'objet de son impasse : « *concilier la lutte révolutionnaire avec celle de la défense de la démocratie bourgeoise* »<sup>58</sup> ; en refusant toute rupture historique, son gouvernement a renforcé les positions du fascisme et la nécessité d'une solution autoritaire. Si la réalité ne pardonne aucune erreur théorique (Trotsky), le naufrage de sa politique le convie à se retirer confusément du pouvoir en attendant des jours meilleurs. Mais à quel prix ?

58 – Trotsky cite ici une déclaration de Léon Blum faite dans *Le Populaire*, in « La France à un tournant », *op. cit.*, p. 554.

*Fabrice Auger*